

Nous remarquons que 37 p.c. de la masse de la plus-value ont pu être réalisés. En convertissant les chiffres ci-dessus en or, nous aurons au niveau de 66.66 p.c. :

Capital constant

Capital fixe	Capital circul.	Capital variable	Plus-value	Valeur du produit	Prix du marché	Capital engagé	Masse du profit	Taux du profit
333	150	66	133	682	600	549	51	9 p.c.

D'une comparaison avec le schéma II, il résulte qu'avec des prix de vente en or inchangés, la perte primitive de 20 p.c. s'est transformée en un profit de 9 p.c.

D'autre part, pour un volume équivalent de production, la valeur en or du capital engagé a pu être réduite de 750 à 549, soit 26 p.c. La différence provient :

IV. — CYCLE PRODUCTIF AVEC HAUSSE DES SALAIRES DE 50 P. C.

Capital constant

Capital fixe	Capital circul.	Capital variable	Plus-value	Valeur du produit	Prix du marché	Capital engagé	Masse du profit	Taux du profit
500	225	150	150	1,025	900	875	25	3 p.c.

Mais en réalité, la hausse des prix de détail retardera toujours sur celle des prix de gros; en outre, la pression du capital monopoliste sur la paysannerie et sur le petit commerce (par l'entremise du commerce standardisé) permettra de contenir la hausse des prix de détail en deçà du taux de la dépréciation monétaire tandis que, d'autre part, une falsification des index pourra aisément s'opérer.

La compression de la valeur-or du capital variable s'effectuera donc, en partie au détriment de l'ouvrier dans la mesure où le pouvoir d'achat de son salaire diminuera et, en partie au détriment de la petite bourgeoisie, dans la mesure où la non-adaptation des prix de détail à la dépréciation monétaire réduira ses revenus.

La dévaluation, loin donc de relever les salaires réels, poursuivra au contraire leur abaissement, et la force de travail, déjà payée sous le signe de la « déflation », au dessous de sa valeur, c'est-à-dire au dessous du prix de son entretien « normal » sera dépréciée davantage encore sous le signe de la politique de la « rénovation économique » et « d'élargissement du pouvoir d'achat des masses ».

Que la dévaluation ne puisse déterminer un élargissement du pouvoir d'achat, mais qu'elle doive, au contraire, le contracter,

(1) Dans la réalité, la « déflation » a déjà abaissé la force de travail au dessous de sa valeur.

a) de l'amortissement d'un tiers du capital fixe aux frais des créanciers;

b) d'une dépréciation de la force de travail équivalent à 1/3 de sa valeur (1).

En supposant une adaptation des salaires à une hausse des prix de détail de 50 p.c., nous aurons :

découle non seulement de la réduction des revenus du prolétariat et de la petite bourgeoisie, mais encore de l'expropriation partielle des créanciers de l'État, des titulaires de dépôts bancaires, ou de livrets de Caisse d'Épargne, ainsi que de la grande masse des détenteurs de billets de banque dont la spoliation sera même cyniquement proclamée par le capital financier dans les bilans des banques dites « nationales » sous l'intitulé : « revalorisation des réserves d'or » !

Dans ces conditions, la ranimation économique temporaire qui peut se vérifier immédiatement après la dévaluation a son origine dans le fait que la tendance à la hausse des prix-papier mobilise du pouvoir d'achat potentiel, thésaurisé, qui n'est que l'équivalent du produit *non-consommé* d'activités productives *passées*; il s'agit seulement de fractions du fonds d'accumulation ou du fonds de consommation que la crise avait refoulées du procès de renouvellement de la production ou de la sphère de circulation et que le « choc » de la dévaluation incite à une transformation en objets de consommation, mais non en capital, puisque les conditions structurelles du capitalisme s'y opposent.

Une reprise s'étayant sur un élargissement de la base économique ne pourrait se concevoir que s'il existait une possibilité réelle d'extension du marché capitaliste ou, que si dans la répartition capitaliste, pouvait intervenir une modification détermi-

nant une extension de la consommation des masses par prélèvement sur le revenu bourgeois. Nous savons que c'est l'inverse qui se vérifie et les auteurs de Plans Cégétistes, Plans du Travail et autres calembredaines contrerévolutionnaires qui proposent une extension du marché intérieur n'auront garde de mettre en évidence l'absurdité de telles hypothèses.

**

Nous avons indiqué que la dévaluation n'était que le produit d'un climat économique et social déterminé et qu'elle ne pouvait pas être plus qu'une solution de contingence, une des formes d'adaptation du capitalisme à son stade dépérissant. Au rétablissement de la rentabilité capitaliste, il ne fallait donc attribuer qu'une valeur précaire et épisodique et non la signification d'un équilibre définitif conféré au capitalisme. Et les économies recourant à la politique de dévaluation pouvaient mesurer ses résultats à l'ampleur de leur base impérialiste et à leur poids spécifique dans la sphère des échanges internationaux.

C'est ainsi que le « secret » de la guerre monétaire ne peut être pénétré qu'à condition de se souvenir que le problème des débouchés a changé radicalement d'aspect.

Sous le signe d'une régression continue du commerce international qu'accélère encore « l'auto-défense » des nationalismes exacerbés, il s'agit bien moins, pour chacune des économies impérialistes, de développer ses débouchés extérieurs que de conserver et de protéger ceux qu'elle détient encore. L'objectif de la dévaluation n'est donc pas de leur assurer une *prime à l'exportation*, qui ne peut plus jouer, puisqu'elle se heurte aux barbelés des contingents, des tarifs, des clearings, etc., et que la « libre » concurrence internationale est bien révolue. « Battre » l'antagoniste concurrent qui se dérobe derrière la muraille protectionniste n'a plus aucun sens, c'est-à-dire que le groupe capitaliste qui dévalue n'a nul désir de faire suivre la réduction des prix de revient de celle des prix de vente; au contraire, il s'efforcera de maintenir le niveau des prix-or, si pas de l'élever, car il ne peut consentir à payer de sa ruine une « victoire » économique sur un groupement rival. Non pas que la dévaluation ne conduise pas à une nouvelle baisse des prix-or, car c'est

au contraire, ce qui se vérifie et ce, dans la mesure où elle étend son champ d'expérience et l'expérience anglaise étant concluante à ce sujet. Mais cette baisse des prix-or n'annihilerait les résultats positifs de la dévaluation que si elle atteint la limite des compressions qui auront pu être exercées sur les éléments des prix de revient. Pour reprendre le deuxième aspect du schéma III, il est évident que si les prix tombaient de 26 p.c., la perte primitive de 20 p.c. réapparaîtrait.

Il ne fait aucun doute que l'accentuation des contradictions impérialistes ne peut que bousculer sans cesse les prix vers la baisse. Mais *entretemps*, le groupement opérant la dévaluation a la possibilité d'assainir sa production et par là même de consolider ses positions sur le marché mondial.

Sur le plan international, le problème se ramène essentiellement à ceci: créer des conditions telles qu'une action conjuguée sur les prix intérieurs et le change de la monnaie aboutisse au résultat que le pouvoir d'achat *intérieur* de la monnaie se maintienne *au dessous* de son pouvoir d'achat *extérieur*.

En d'autres termes, l'unité monétaire doit pouvoir obtenir plus de marchandises étrangères que de marchandises nationales. Ou bien encore, la *valeur* d'un volume déterminé de marchandises exportées doit pouvoir racheter un volume plus grand de marchandises importées; cela revient à dire qu'un groupe impérialiste tente de vendre le plus cher possible le volume des exportations qui lui est assigné dans le cadre du nationalisme économique; la masse de profit qui résultait antérieurement d'une expansion de sa production et de ses exportations, il doit pouvoir la rétablir par l'augmentation en *valeur* d'une production restreinte. Non pas le capitalisme renonce à développer ses exportations, mais il y renonce dans la mesure où cela peut entamer son profit.

À la prime d'exportation, il préférera substituer une *prime d'importation* qui lui permettra d'acheter à meilleur compte les produits nécessaires à sa production (matières premières et produits agricoles) tout en recourant à son mécanisme protectionniste pour barrer la route aux produits capables de concurrencer les produits nationaux.